

surtout sur le littoral de l'Atlantique. L'annonce faite aujourd'hui par le ministre des Transports, à la suite de discussions qui ont eu lieu à maintes reprises lors de l'étude des crédits des Pêcheries, portent sur l'augmentation des subventions destinées à aider à la construction des navires comme les chalutiers, les palangriers et ainsi de suite. Ici encore, la chose intéresse la côte de l'Atlantique.

En présentant ses crédits hier soir, le ministre a fait savoir qu'on organisera dans les provinces atlantiques des cours destinés à former des contremaîtres pour les conserveries de poisson. Après avoir écouté et lu ses observations, je crois comprendre que le ministère participera de quelque façon à ce programme, bien que le ministre n'ait pas précisé en quoi consistera au juste cette participation. Mais il s'agit de nouveau d'une initiative qui n'intéresse que le littoral de l'Atlantique. D'après ce que j'ai pu comprendre—mais j'accepterai volontiers toute rectification, car une longue déclaration bourrée de détails laisse souvent une fausse impression—le ministre des Transports a annoncé ce matin qu'on aidera l'industrie de la construction maritime à fabriquer des navires de pêche, mais uniquement des navires en acier devant remplacer des navires désuets. Et, comme je l'ai déjà fait remarquer, l'augmentation des subventions à l'égard des palangriers et des chalutiers n'intéressera d'abord que le littoral de l'Est, encore une fois. A mon avis, cette nouvelle revêt peu d'importance pour l'industrie de la pêche de l'Ouest et lui apportera peu d'aide.

Ce que j'ai à en dire, monsieur le président, sans vouloir me plaindre ni laisser entendre que l'aide devrait être réduite, c'est que l'industrie de la pêche sur la côte est peut-être plus mal en point, généralement, que celle de la côte ouest. Je ne crois pas que nous puissions continuer à vouloir régler ce problème uniquement par le moyen de subventions, de subsides et d'aide, comme le prévoient les diverses dispositions législatives dont j'ai parlé, même si la chose s'impose actuellement, afin de maintenir la pêche de la côte est au plus haut niveau possible.

Si nous pensons régler le problème par les subventions, les subsides et d'autre aide, alors nous n'en viendrons jamais à bout. Il faudrait un examen bien plus poussé des conditions de pêche sur la côte est, afin de voir s'il n'existerait pas d'autres moyens, qui permettraient d'asseoir l'industrie de la pêche dans cette partie du pays sur des bases plus économiques, et plus profitables, lui donnant

ainsi une meilleure chance de se tirer elle-même d'affaires au lieu de s'appuyer sur l'aide financière du gouvernement.

Nous avons déjà discuté de ce problème assez longuement. L'organisation de coopératives pourrait nous donner un moyen de faire face au problème. Évidemment, j'aborde ici un autre domaine qui intéresse les gouvernements provinciaux dans une certaine mesure. J'en parle en passant seulement. En principe, je pense que nous ne pouvons continuer de penser à l'industrie de la pêche, ou même à toute autre industrie, uniquement en fonction de subventions de l'État, d'aide de l'État, de subsides de l'État, de versements de l'État et d'autres mesures analogues. Nous devons envisager carrément la question d'une autre façon et voir si l'industrie peut devenir assez rentable pour n'avoir plus à compter sur une telle aide.

L'année dernière, l'industrie du hareng de la côte ouest s'est effondrée, surtout à cause de l'abondance de la farine et de l'huile de poisson sur les marchés mondiaux et, je pense, à cause des effets d'un accroissement de la production péruvienne. Il a alors été proposé que nous prenions des mesures afin de réorienter l'industrie du hareng vers la production alimentaire au lieu de la production de farine et d'huile. Il a aussi été proposé que nous cherchions à écouler sur le marché international du hareng traité, congelé ou en conserve. On a dit que la Chine pourrait devenir l'un des acheteurs de ce produit.

Sans rappeler leur allégeance politique, je dirai que je me souviens de certaines personnes disant que c'était utopique, car la Chine, pauvre en dollars, était uniquement intéressée à acheter des armes et des munitions. Ce pays, disait-on, ne s'intéressait à l'achat ni de hareng ni d'autres denrées alimentaires. Pourtant, il y a quelques jours et à une occasion antérieure, le ministre de l'Agriculture a annoncé à la Chambre et en dehors de la Chambre la vente de céréales à la Chine, par suite de la pénurie de produits alimentaires dont souffre ce pays et d'autres facteurs. Ainsi, puisqu'il existe dans le monde une énorme surproduction de farine et d'huile de poisson, qu'attendons-nous pour trouver les moyens de développer notre industrie du hareng? Je prends cette industrie comme exemple, car elle a souffert d'une très mauvaise conjoncture l'année passée. Ne devrions-nous pas chercher à développer cette industrie, à produire du hareng pour la consommation alimentaire et à en étendre la vente à la Chine, tout comme nous l'avons fait pour les céréales? Sans tenir compte de la réunion qui s'est tenue à Rome, je crois, récemment, si nous continuons à pousser la production de hareng en vue de la fabrication de farine et d'huile, et si tous les autres